

PRIX DU MEILLEUR ARTICLE FINANCIER

Rigueur de l'analyse, attractivité et originalité du style, vertu pédagogique : les ingrédients d'une réussite depuis 16 ans !

2022

Catégorie "Jeunes journalistes"

Jade GRANDIN DE L'EPREVIER

L'Opinion

"Monde d'après" :
mondialisation, le retour



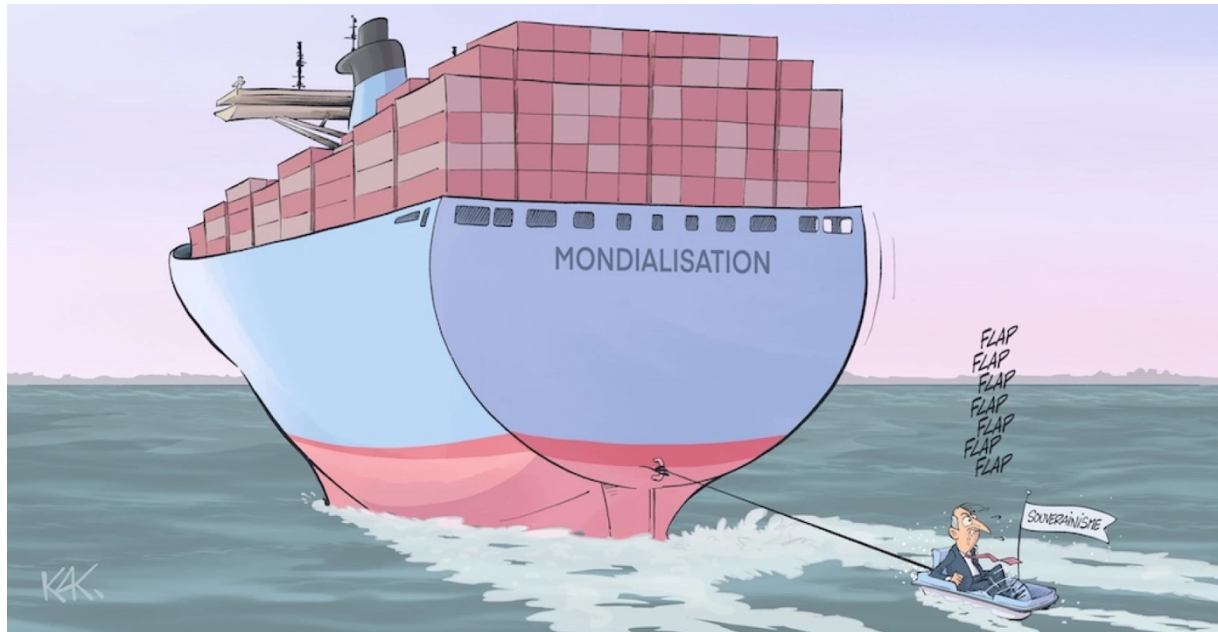
Invincible

«Monde d'après»: mondialisation, le retour

Par [Jade Grandin de l'Eprevier](#)

19 octobre 2021 à 6h00

Les pays échangent plus que jamais entre eux, à rebours de l'idée d'une pandémie signant la «dé-mondialisation». Les discours sur le souverainisme et les relocalisations seront-ils suivis d'effets ?



Les faits - Le commerce mondial rebondit plus que prévu. Les échanges internationaux de marchandises devraient grimper de 10,8 % cette année, selon l'Organisation mondiale du commerce, soit plus rapidement que la croissance mondiale attendue à 5,9 %.

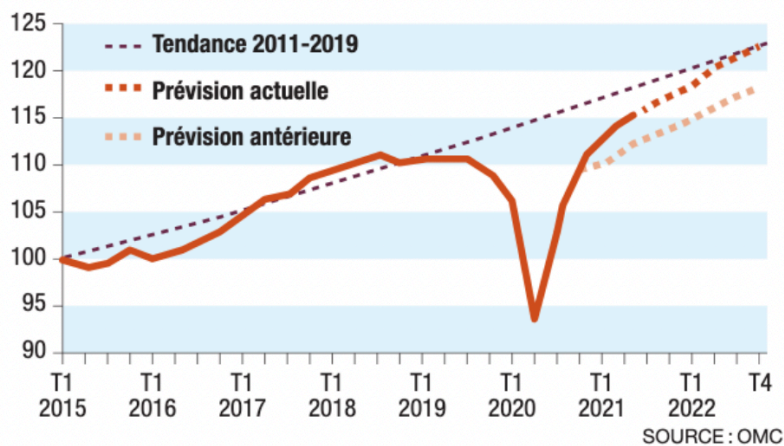
Les oiseaux de mauvais augure doivent changer de plan de vol. Dès les premiers mois de la pandémie de Covid-19, ils avaient donné la mondialisation pour décrépite, l'avaient remise au placard. « La nature de [la mondialisation va changer](#) », avertissait Emmanuel Macron en avril 2020, définissant comme « priorité de produire davantage en France et en Europe ». Son ministre de l'Économie Bruno Le Maire voyait en l'épidémie du coronavirus un « game changer dans la mondialisation ». C'en était fini de la croissance des échanges internationaux de biens, de services, de capitaux et de personnes. « Pour des raisons politiques, stratégiques et d'efficacité, cette crise va renforcer la déglobalisation », prévoyait l'ex-chef économiste du FMI Olivier Blanchard. « La mondialisation est terminée », lâchait Arnaud Montebourg. « C'est la fin de l'ivresse de la mondialisation », prévenait Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques. Et en couverture de

l'hebdomadaire libéral *The Economist*, on lisait ce titre dépité : « Au revoir la mondialisation ».

Mais plus d'un an après, tandis que les économies développées semblent avoir passé le gros de la crise, [jamais autant de marchandises n'ont été échangées à travers la planète](#). Début octobre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a revu à la hausse ses prévisions des échanges internationaux de marchandises, qui devraient croître de 10,8 % cette année contre 8 % attendus en mars dernier. En 2022, ces échanges retrouveraient leur tendance pré-pandémique, à +4,7 %.

Les échanges rebondissent plus que prévu

Volume du commerce mondial des marchandises,
indice où 2015 = 100



Elasticité. Cette année, le commerce mondial progresse donc plus vite que la croissance mondiale (+5,9 %). Certes, la comparaison avec l'année dernière est flatteuse, mais on n'en attendait pas autant. « Le PIB mondial n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la Covid, donc on ne devrait pas avoir une telle explosion du commerce, souligne Patrick Artus, chef économiste de Natixis. On retrouve l'élasticité du passé, où le commerce mondial augmentait deux fois plus vite que le PIB, alors qu'après la crise des subprimes, il augmentait au même rythme.

Les citoyens des pays riches, bloqués chez eux en 2020, et dont les revenus ont été préservés par les Etats (en particulier [aux Etats-Unis où les chèques versés aux ménages sont très généreux](#)), consomment comme jamais de l'électronique, du mobilier, des outils de jardinage et de décoration, des vidéos à la demande. Pour télétravailler, ils achètent un fauteuil, un bureau ; leurs entreprises leur fournissent des ordinateurs, des claviers. Ils se sont habitués au commerce en ligne. Les logisticiens déploient leurs réseaux partout pour leur amener rapidement des produits venus de toute la planète.

Les secteurs « télétravaillables » ont en moyenne les salaires les plus élevés



Une partie de cette consommation est conjoncturelle, mais il est probable qu'on continue de consommer beaucoup de biens matériels à l'avenir – ils représentent 80 % du commerce mondial, les services 20 %. « La numérisation de l'économie implique davantage de robots, la transition énergétique sera incroyablement consommatrice de biens », poursuit Patrick Artus : éoliennes, pipelines, cellules solaires, batteries électriques, isolation des maisons... Beaucoup de ces produits viennent d'Asie. Le problème de la France est d'ailleurs de peu exporter dans les secteurs qui rebondissent aujourd'hui. Son commerce extérieur décroche.

Pénuries. En tout cas, les pénuries, difficultés d'approvisionnement et hausses des coûts du transport et des matières premières sont la preuve qu'on avait signé un peu vite le recul des échanges internationaux. Dubaï vient d'annoncer une suspension pour six jours des importations dans son aéroport international car il a trop de cargos à décharger. Le président des Etats-Unis Joe Biden a demandé aux logisticiens de travailler 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pour désengorger les ports de la côte Ouest, où les porte-conteneurs de la route vers l'Asie subissent d'énormes retards.

Les transporteurs maritimes ont vu leurs profits s'envoler, alors qu'on s'inquiétait encore de leur avenir l'année dernière. Au troisième trimestre, les exportations chinoises ont surpris les analystes en s'envolant de 28 %, sauvant au passage la croissance du pays souffrant d'une demande intérieure faible et d'un secteur immobilier dans la panade. « [Les Américains et les Chinois se haïssent](#) et n'ont jamais autant commercé, relève Patrick Artus. Il y a un contraste terrible entre la distance politique qui se crée entre les continents et le fait que le commerce n'a jamais été aussi intense. »

Bref, les relocalisations dont [les responsables politiques font encore grand cas](#) ne sont pas encore le quotidien des entreprises. Celles-ci s'occupent plutôt d'essayer de se fournir à temps pour Noël. « Dans les faits, on observe plutôt un report sur l'Asie du Sud Est pour les groupes qui s'approvisionnaient en Chine », remarque Corinne Vadcar, analyste à la chambre de commerce et d'industrie d'Ile-de-France. Les entreprises n'ont pas remis en cause la pertinence de leurs investissements dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Sur les semi-conducteurs par exemple, « le problème n'est pas où sont situés les fabricants, mais le manque de capacité de production mondiale pour fournir l'ensemble de l'industrie électronique, informatique et automobile en même temps », explique Vincent Vicard, économiste au Cepii. Quant à la diversification des approvisionnements, « on ne voit pas de mouvement structurel dans les statistiques ».

Régionalisation. A la rigueur, si une évolution est possible, ce sera plutôt une régionalisation des échanges. « Les liens des Etats-Unis avec le Mexique avaient été dilués avec la sous-traitance en Chine, on voit les choses se reconstruire, constate Corinne Vadcar. En Europe, certains pays comme le Portugal émergent comme nouvelle base de production car leur main-d'œuvre est compétitive, les industriels ont largement digitalisé leurs chaînes de production, et ils ont des liens très étroits avec les universités pour innover. »

« Le monde est exactement le même qu'avant la crise, et comme l'activité est répartie, les flux sont repartis comme avant », observe Alexandre Saubot, président de France Industrie. Pour lui, plutôt qu'une question de hiatus avec les objectifs politiques, « c'est une question de temps. Il se passe des choses : la transition écologique, les mesures de soutien aux entreprises, la baisse des impôts de production, la réouverture d'usines en France. Mais pour voir un changement au niveau macroéconomique, cela peut prendre cinq à dix ans. Il faut que les nouvelles continuent à être bonnes et que l'on ne change pas de politique économique dans six mois. »

Aujourd'hui néanmoins, l'avenir est encore peu clair. « On a fait [du cinéma sur la fin de la mondialisation](#) pendant la crise, le risque maintenant est que voyant le commerce international repartir plutôt bien, on oublie le vrai sujet de notre vulnérabilité aux chocs étrangers pour des produits spécifiques », s'inquiète Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics.

Dans une note pour le Conseil d'analyse économique (CAE), lui et Isabelle Méjean, ont [identifié environ 600 produits](#) (semi-conducteurs, principes actifs de médicaments...) pour lesquels la France a intérêt à stocker davantage, à diversifier les approvisionnements, ou, si vraiment cela vaut le coup, à

relocaliser. Certes, Emmanuel Macron a mentionné la production française de semi-conducteurs en présentant son plan France 2030, mais Xavier Jaravel regrette de ne pas voir de « stratégie officielle disant : “voici la liste de nos vulnérabilités, et nous nous donnons cinq à dix ans pour remonter la pente” ».

Même si l'on parvient à relocaliser, ce ne sera pas pour être coupé du monde et moins échanger avec l'extérieur, mais au contraire pour vendre davantage nos produits à l'étranger. « Si l'on crée sur notre territoire une capacité de production, [on aura besoin de marchés extérieurs](#) pour que cette capacité soit rentable », souligne Sarah Guillou, économiste à l'OFCE. Pour elle, « l'organisation de la production mondiale est loin d'être abandonnée, à cause de trois dimensions sociétales : l'énergie est forcément une question globale, autant du point de vue des ressources naturelles que de la gestion du problème climatique ; la santé et la pandémie le sont aussi ; enfin la technologie est un sujet international : l'imposition de votre standard technologique dépend de ce que font les autres. »

Réglementation. A plus long terme, une nouvelle forme de mondialisation pourrait se développer, celle, immatérielle, des services. Les biens sont de plus en plus vendus comme tels (plateformes, vidéos, applications smartphone...). Entre 2009 et 2019, les échanges de services ont augmenté de 50 %, contre 18 % pour ceux de biens. « Les négociations avancent à l'OMC sur la réglementation des échanges de services, ce qui peut leur donner un nouvel élan », pense Corinne Vadcar. Il faut néanmoins bien savoir distinguer la part qui correspond au développement des paradis fiscaux, qui sont passés « de 10 % à 20 % du commerce mondial de services », insiste Vincent Vicard.

L'économiste Richard Baldwin, spécialiste de la mondialisation et du commerce, pense que ce sont [les travailleurs qui vont de plus en plus franchir les frontières](#), grâce aux technologies numériques. La Covid a permis de franchir des barrières culturelles et d'équiper les travailleurs d'outils adaptés. Certains pays aimeraient en profiter. La Grèce propose depuis fin 2020 un allègement fiscal de 50 % sur ses revenus pendant sept ans à un télétravailleur étranger déménageant dans le pays. Le gouvernement des Iles Canaries investit un demi-million d'euros pour attirer 30 000 télétravailleurs en cinq ans. La mondialisation a encore de beaux jours devant elle.

PRIX DU MEILLEUR ARTICLE FINANCIER

Rigueur de l'analyse, attractivité et originalité du style, vertu pédagogique : les ingrédients d'une réussite depuis 16 ans !

2022

Catégorie "Journalistes confirmés"

Karl DE MEYER

Les Echos

"Business story : Angela Merkel,
un long règne inabouti"





BUSINESS STORY

24 SEPTEMBRE 2021

Angela Merkel en septembre 2009 dans le Bonn-Berlin. Durant des années, le photographe Andreas Herzau a suivi la chancelière dans ses déplacements officiels, illustrant les aléas et la solitude du pouvoir, à travers une série intitulée « AM », qui a fait l'objet d'une exposition et d'un livre.

UN LONG RÈGNE INABOUTI

Populaire, garante de la prospérité de l'Allemagne, la chancelière quitte le pouvoir ce 26 septembre sur un bilan pourtant critiqué. À quoi les seize années de mandature Merkel ont-elles réellement servi ?



ne page d'histoire se tourne. Dans quelques semaines – le temps que se forme une coalition qui exercera le pouvoir après les élections législatives de ce 26 septembre –, Angela Merkel ne sera plus la chancelière de l'Allemagne.

On a peine à le croire tant sa silhouette et ses immuables tailleurs-pantalon colorés ont rythmé notre quotidien, et encore plus celui de son peuple qui, même après seize années de pouvoir, lui accorde encore une vraie popularité. Pendant seize ans, sans charisme apparent, « Mutti » a donné un visage à l'Allemagne, celui de la sagesse, de la placidité et de la rigueur. C'est bien elle, une femme, qui a redonné son lustre à « l'homme malade de l'Europe », ainsi que l'on désignait son pays au début des années 2000. Comme aucun chancelier avant elle, Angela Merkel a aussi incarné un continent, répondant avec autorité à l'humiliante interrogation d'Henry Kissinger en 1970 : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? » Barack Obama en avait fait sa meilleure alliée, Donald Trump sa pire ennemie. Pour les deux, elle fut incontournable. Elle a, enfin, géré dans la durée la prospérité de l'Allemagne. Avec 39 000 euros, la richesse par habitant a été augmentée de près d'un tiers.

L'HEURE DU BILAN

Et pourtant. À l'heure du bilan, l'histoire ne retiendra pas que du bon des années Merkel. Pour vous en persuader, lisez le formidable reportage ci-contre, réalisé par Karl De Meyer. Au cours d'un périple de plusieurs semaines le long du Rhin, il a sondé en profondeur la réalité du pays. Là, en longeant ce fleuve, miroir de seize années de règne, il a donné corps à une interrogation lancinante, visible dans les études qui se penchent sur l'état dans lequel Angela Merkel laisse son pays. Elle, l'héritière des réformes de Gerhard Schröder, son prédécesseur, n'a-t-elle fait que gérer le bienfait de décisions radicales prises avant son arrivée ? N'a-t-elle pas fait preuve d'une trop grande prudence réformatrice – hormis son accueil volontariste d'un million de réfugiés syriens en 2015 –, tardant notamment à préparer son pays à la transition numérique ? Brisant aussi, par son immobilisme et le manque de vision qu'on lui reproche souvent de ce côté-ci du Rhin, l'envol d'une Europe toujours aussi divisée ? Au final, à quoi a vraiment servi le long règne Merkel ? Réponses dans les pages qui suivent. **D. F.**



Ci-dessus : photo extraite de la série « Le Rhin des cerises », réalisé par le Studio Cui Cui. Pendant trois ans, Aude Boissaye et Sébastien Randé ont parcouru le fleuve, de sa source dans les Alpes jusqu'à Rotterdam. Leur originalité : des prises de vues partiellement immergées qui offrent un regard inattendu et poétique.

En haut à droite : prospectus électoral pour le président du Bundestag sortant, Wolfgang Schäuble, qui se présente dans sa circonscription d'Offenbourg pour la treizième fois consécutive. On peut y lire : « Expérience et confiance »

STUDIO CUI CUI/NEUTRAL GREY/SAF IMAGES

PHILIPP VON DITFURTH / DPA / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

LES EAUX DU RHIN, REFLETS D'UN HÉRITAGE DOUX-AMER

L'Allemagne va tourner la page Merkel avec des indicateurs économiques flatteurs malgré la pandémie. Mais le modèle des vingt dernières années est-il encore valable ? La rassurante « mère de la nation » a-t-elle préparé le pays aux défis des années 2020 ? Nous avons recueilli les interrogations des Allemands le long du Rhin, fleuve identitaire. Une odyssée d'Offenbourg à Duisbourg.

Par Karl De Meyer



Le mardi est jour de marché à Offenbourg, ville animée de 62 000 âmes au pied de la Forêt Noire. En ce début de matinée de juillet, Martina Repple installe avec soin son joli stand, riche d'un nombre insensé de saucisses, de confitures artisanales, de pots de miel, de jambons, sans parler des couronnes de pommes séchées. « Tout est fait dans la région », lance-t-elle fièrement sous sa banderole « So gut schmeckt Heimat » (Le goût du terroir). Le pays de Bade comme sur une carte postale.

La campagne des législatives s'annonce calme dans cette circonscription au plein-emploi. Wolfgang Schäuble, président du Bundestag sortant, ancien dauphin d'Helmut Kohl pris dans l'affaire de caisses noires qui a propulsé Angela Merkel dans l'appareil du parti chrétien-démocrate (CDU), s'y présente pour la... treizième fois consécutive. On voit mal les électeurs lui refuser un nouveau mandat.

TROMPEUSE IMPRESSION

L'ancien argentier de la République fédérale, adepte acharné de l'équilibre des comptes publics, a jugé nécessaire d'y renoncer pendant la pandémie, mais a repris son antenne

« orthodoxe » dès le printemps. Armin Laschet, le candidat de la CDU pour la chancellerie, aligné sur le centrisme d'Angela Merkel, a également annoncé la fin des libéralités dans son programme.

Au moment où la cheffe du gouvernement cède volontairement son fauteuil, on pourrait facilement, à Offenbourg comme dans beaucoup d'autres villes en Allemagne, ressentir une impression d'inéluctable continuité. D'autant qu'en cet été pluvieux et comme léthargique, le débat d'idées peine à décoller. Les Allemands, drogués au merkélisme, en réclameraient une nouvelle dose ? Ce n'est pas si simple. Comme l'a montré depuis un mois la spectaculaire remontée des sociaux-démocrates dans les sondages, au détriment d'une CDU menacée d'un score humiliant, le pays est nerveux, à la recherche d'une nouvelle équation.

Même à Offenbourg, sous le vernis du confort émergent des préoccupations majeures.

« Les citoyens perçoivent très bien que nous sommes face à d'immenses défis, assure Marco Steffens, le maire CDU de la ville depuis 2018, dans sa mairie datant de 1741. Ici, nous avons peu d'emplois liés à l'automobile, mais dans les communes où sont établis des sous-traitants, il y a beaucoup d'inquiétudes face à l'électrification de cette industrie. Dans trop d'endroits, on a encore un mauvais signal de téléphonie mobile. Et la pandémie a démontré nos faiblesses en matière de digitalisation. »

L'édile de 43 ans fait notamment allusion à cette découverte stupéfiante de l'an dernier : pendant la crise du Covid, les autorités sanitaires communiquaient par... fax.

Felix Ockenfuss, collaborateur de Wolfgang Schäuble depuis 2013, complète pour nous la liste des soucis des Allemands depuis Gengenbach, village tout en colombages et pavés : « L'urbanisation croissante conduit à de fortes hausses des loyers dans les villes où l'espace se fait rare. Les jeunes qui veulent étudier à Fribourg, à Stuttgart ou à Munich ne peuvent plus s'y loger. » L'exode rural pose des problèmes aux personnes âgées : « Quand les villages se vident, les commerçants ferment boutique, il faut alors faire ses courses en ville. »

La pandémie a en outre révélé que « les connexions Internet n'étaient souvent pas assez puissantes pour les enfants en cours à distance ou les adultes en télétravail ». Enfin, pour les jeunes, la protection du climat est devenue un thème primordial : « C'est un sujet qu'on ne peut plus négliger, comme on a eu tendance à le faire avant », avance Felix Ockenfuss. Les inondations meurtrières qui ont frappé la Rhénanie à la mi-juillet ont encore souligné l'urgence climatique (voir encadré p. 30). En

30% DES ALLEMANDS

voient leur pays évoluer dans la bonne direction, selon un sondage YouGov de juin dernier, contre 42 % des Britanniques et des Américains et 43 % des Canadiens.

dépît d'indicateurs macroéconomiques flatteurs, une étude YouGov publiée en juin concluait à un certain pessimisme des Allemands. Seuls 30 % des sondés voyaient alors leur pays évoluer de manière générale dans la bonne direction, contre 42 % des Britanniques et des Américains, 43 % des Canadiens.

VERS UN NOUVEAU MODÈLE

« L'Allemagne sort d'une période de forte croissance de dix ans, certes héritée des réformes Schröder, mais aussi grandement liée à l'ascension de la Chine, à laquelle les entreprises allemandes ont vendu des biens industriels de toutes sortes. En 2020, année du Covid, elles ont dégagé des profits record. Mais aujourd'hui, il est clair, pour beaucoup d'Allemands, que ce modèle économique ne peut plus continuer », nous confiera quelques jours plus tard Sebastian Matthes, le directeur de la rédaction du Handelsblatt, premier quotidien économique du pays, à Düsseldorf. « La Chine est en train d'élaborer ses propres machines-outils ; de client primordial elle est en train de devenir un concurrent dangereux sur des domaines jusqu'ici protégés. » La digitalisation et la décarbonation de l'économie provoquent selon lui « une grande insécurité chez les travailleurs car beaucoup de secteurs industriels traditionnels peinent à mener leur transformation numérique. Bien sûr, il y aura des gagnants. Après avoir raté la première révolution digitale, l'Allemagne a une chance de tirer son épingle du jeu dans la deuxième, avec la deeptech, la spacetech, la refonte des processus

industriels. La chimie a un rôle à jouer dans le déploiement des énergies vertes. Mais il y aura aussi des perdants. »

Ces interrogations existentielles sur la transition énergétique, le climat, l'industrie, le rapport à la Chine, mais aussi sur la cohésion de la société, la place réservée aux étrangers, nous sommes allés les recueillir le long du Rhin. D'Offenbourg, près de la frontière suisse, à Duisbourg, près de la frontière néerlandaise, nous avons sondé les eaux de ce fleuve identitaire, ce « Vater Rhein » traversé par tant d'armées au fil des siècles, en quête du reflet des années Merkel.

DES JUGES MÉFIANTS À L'ÉGARD DE BRUXELLES

À une heure de route d'Offenbourg, la ville administrative de Karlsruhe abrite une Cour qui a donné bien des maux de tête à Angela Merkel et en donnera, à n'en pas douter, à son successeur. On ne comprend pas la politique européenne pour le moins timide de l'Allemagne, jusqu'à l'ambitieux plan de relance adopté l'an dernier, si on ne se penche pas sur elle. Après la Seconde Guerre mondiale, le tribunal constitutionnel a été doté de forts pouvoirs dans l'idée d'empêcher le retour d'un régime liberticide ou autoritaire. Dès les années 1970, il a manifesté sa réticence face aux règlements européens, au nom de la défense de la démocratie allemande. À chaque grande étape de la construction européenne, il a fixé des garde-fous. En 2009, les juges ont en substance estimé qu'avec le traité de Lisbonne, l'intégration européenne avait atteint les limites de ce qu'autorise la Constitution. Dès lors, Angela Merkel a toujours dû marcher sur des œufs en matière européenne, s'assurer que les engagements pris à Bruxelles ne risquaient pas d'être retoqués à Karlsruhe. Parfois, l'argument l'arrangeait quand elle ne souhaitait pas aller aussi loin que certains de ses partenaires. Parfois, l'ombre du tribunal a retardé des décisions cruciales, notamment dans la réponse à la crise de la zone euro.

Le 5 mai 2020 a retenti ici un coup de tonnerre juridique : un arrêt extrêmement critique sur l'ampleur des rachats de dette souveraine menés par la Banque centrale européenne à partir de 2015. En creux, le texte contestait la suprématie des juges de la Cour de justice de l'Union... Depuis, le litige s'est résolu, mais la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre l'Allemagne, pour défendre la primauté du droit communautaire. Berlin a envoyé une lettre officielle, cet été, qui reconnaît la primauté du droit européen, mais sans clore le litige... On attend désormais le prochain arrêt potentiellement dévastateur sur le plan de relance européen, qui prévoit un

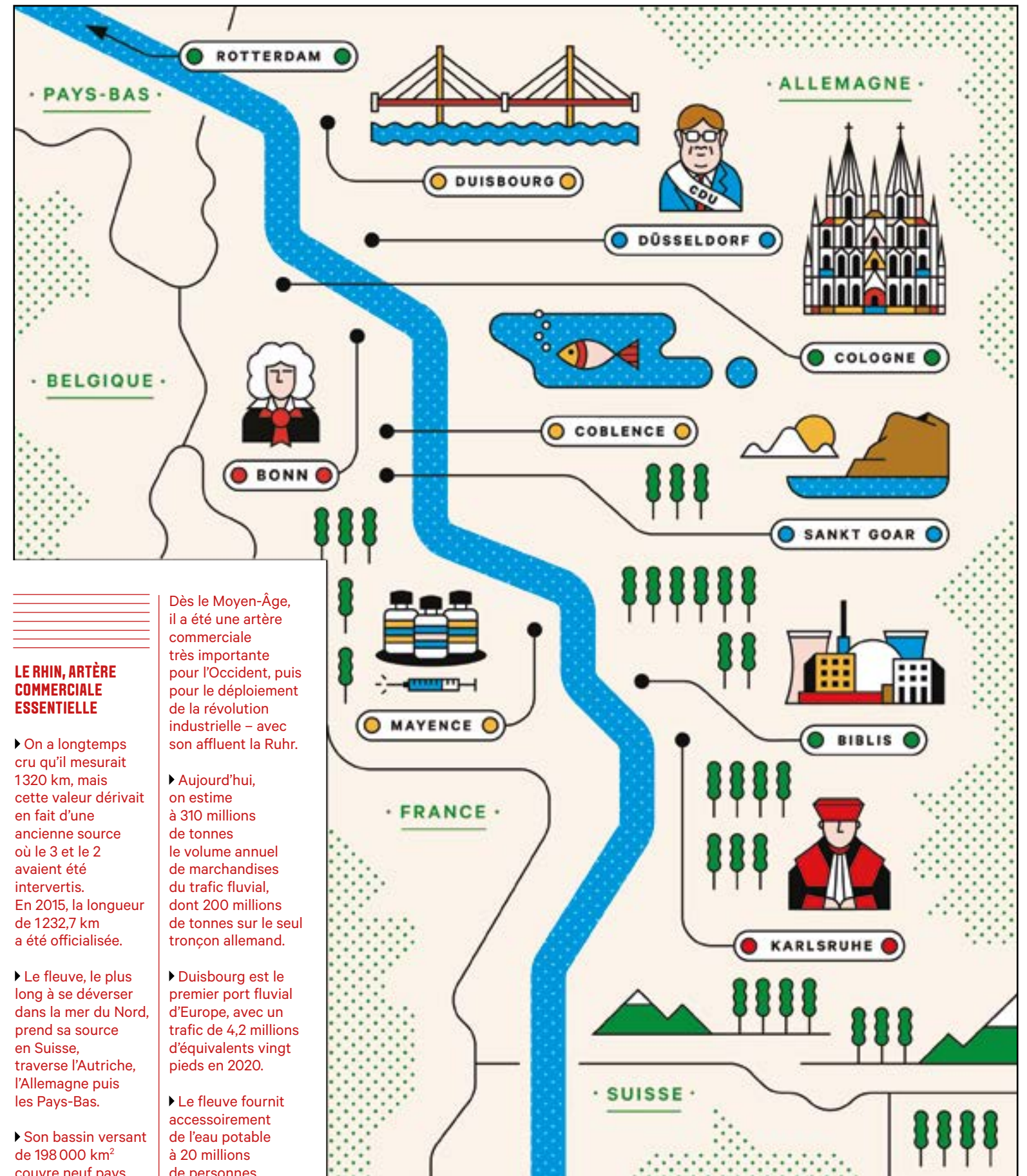


ILLUSTRATION : TIM BOELAARS POUR LES ECHOS WEEK-END



endettement commun inédit. Certaines capitales aimeraient répéter, voire pérenniser la manœuvre. Qu'en aurait pensé Helmut Kohl, qui a sacrifié le deutsche mark, symbole de la prospérité de la RFA, pour ancrer définitivement l'Allemagne réunifiée dans l'Union ?

LE CASSE-TÊTE DU DÉMANTÈLEMENT NUCLÉAIRE

Le mentor d'Angela Merkel repose à quelques kilomètres en aval de Karlsruhe, à Spire, dans le parc Konrad Adenauer, chancelier de 1949 à 1963, autre figure totémique des chrétiens-démocrates. Si Konrad Adenauer a fait construire les premiers réacteurs nucléaires du pays et Helmut Kohl raccordé au réseau les plus récents, c'est à Angela Merkel qu'il est revenu de prononcer la fin de l'atome en 2011, après la catastrophe de Fukushima. Elle a exécuté cette année-là le virage à 180 degrés le plus spectaculaire de ses quatre mandats. Alors qu'elle avait acté en 2010 un allongement de la durée de vie des réacteurs, elle opte alors pour



Ci-dessus: le rocher de la Lorelei - nymphe légendaire -, à Sankt Goarshausen (à gauche); le Deutsches Eck à Coblenche (au confluent de la Moselle et du Rhin), avec la statue équestre de l'empereur Guillaume I^{er}, extraits de la série « Le Rhin des cerises » du studio Cui Cui. À gauche: la centrale nucléaire de Biblis, en cours de démantèlement. À droite: construction du gazoduc Nord Stream 2 en Poméranie-Occidentale.

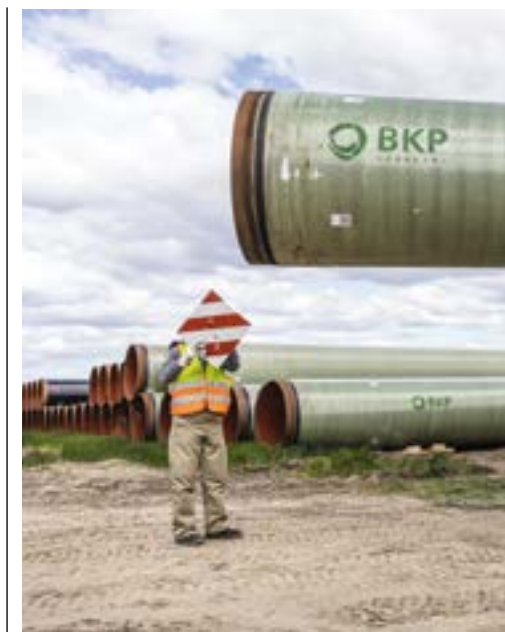
leur arrêt final dès 2022.

Les groupes énergétiques concernés, qui avaient demandé réparation, ont finalement reçu cette année 2,43 milliards d'euros. Il reste encore six réacteurs en activité, qui seront tous éteints d'ici un an, comme prévu. Mais se pose aujourd'hui la question du démantèlement. À 40 km au nord de Spire se déroule un des

chantiers les plus complexes du pays: l'énergéticien RWE est en train de démonter les deux réacteurs de Biblis. Dans l'ancien centre des visiteurs, Alexander Scholl et Jan Peter Cirkel, tous deux de la communication de RWE, expliquent que « tous les éléments combustibles ont été déchargés en 2019 déjà, puis transférés dans 108 conteneurs spéciaux, baptisés "Castor", stockés dans un entrepôt, ici sur le site. » L'État fédéral cherche toujours un site définitif de stockage.

« Nous avons construit une usine de démantèlement à l'intérieur de la centrale. Tout est découpé en morceaux par des scies industrielles, puis nettoyé par diverses méthodes, par exemple par projection de sable ou de granulats métalliques à très forte pression pour abraser les surfaces et éliminer la radioactivité adhérente », indique Alexander Scholl. L'objectif de RWE est de pouvoir recycler 55 000 tonnes de matériaux, sur les 63 000 tonnes que pèse tout le complexe industriel.

Pour pénétrer à l'intérieur, il faut



abandonner son smartphone et revêtir une combinaison orange, dotée de poches transparentes sur la poitrine pour accueillir un badge et... un « Dosimeter » chargé de traquer d'éventuelles radiations. Le visiteur néophyte est frappé par les dimensions, à la fois du site et des machines industrielles déployées. Toutes les pièces découpées sont évacuées dans des bennes en aluminium de taille finalement modeste, identifiées par un code-barres. Pour l'instant, la fin des travaux est prévue pour 2032. C'est seulement alors que l'enceinte externe pourra être démolie.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE TOUJOURS À FAIRE

Sans le nucléaire, comment assurer l'alimentation électrique du pays à un coût raisonnable ? Comme l'Allemagne a aussi décidé de fermer toutes ses centrales au charbon d'ici 2038, voire 2035, la part des renouvelables doit continuer d'augmenter. Mais cela ne va pas sans difficulté. Cette année, on ne devrait installer que 2,2 à 2,4 gigawatts

d'éoliennes terrestres, zéro en mer. L'Allemagne aura donc encore besoin de gaz naturel. D'où la construction très controversée, sur le plancher de la Baltique, d'un nouveau gazoduc en provenance de Russie, Nord Stream 2, qui a valu à Angela Merkel la fureur de Donald Trump, désireux de lui vendre du gaz liquéfié américain. La chancelière a fait le dos rond mais offert le flanc aux critiques de tous ceux qui lui reprochent une trop grande mansuétude à l'égard du Kremlin. L'infrastructure, prochainement mise en service, s'est transformée en casse-tête diplomatique. Joe Biden a finalement relâché la pression mais l'affaire a coûté beaucoup de capital politique à Angela Merkel à Bruxelles. Certains dirigeants de l'est du continent lui reprochent de faire du « Germany first ».

« Les milieux d'affaires considèrent que le tournant énergétique est globalement mal géré, commente Sebastian Matthes, du Handelsblatt. Mais on en fait porter la responsabilité à Peter Altmaier, le ministre de l'Économie [et proche d'Angela Merkel, NDLR]. C'est un projet gigantesque qui part de bonnes intentions et se fixe des objectifs ambitieux, mais la sphère politique n'a pas su le déployer. »

Les électriciens en train de démanteler leurs réacteurs nucléaires pourront peut-être un jour, grâce à ces nouvelles compétences, s'ouvrir un nouveau marché d'exportation. C'est ce qu'a fait une biotech encore très confidentielle il y a deux ans, basée à Mayence, non loin en aval. Dès qu'ils ont reçu les premières informations de Chine sur l'émergence d'un nouveau coronavirus, Ugur Sahin et son épouse Özlem TÜreci, cofondateurs en 2008 de BioNTech, ont l'intuition d'un coup à jouer. Positionnée sur l'utilisation des technologies à base d'ARN messenger contre le cancer, la société travaille à l'élaboration d'un vaccin anti-Covid. On connaît la suite: un développement fulgurant avec Pfizer, une autorisation précoce, des centaines de millions de doses administrées en quelques mois.

DES IMMIGRÉS TRÈS ENTREPRENANTS

Bien que la capitalisation boursière de l'entreprise se soit envolée autour de 85 milliards de dollars, les deux cofondateurs ont gardé la tête sur les épaules. Dans une interview téléphonique, les deux scientifiques d'origine turque disent vouloir « rester ancrés à Mayence, où nous avons des racines profondes et puisons dans un vivier de grands talents, pour devenir une société pharmaceutique globale ». Ils ont annoncé cet été des avancées sur un vaccin contre la malaria.

Avec les technologies à base d'ARN messenger s'ouvre un nouveau segment de la pharmacie qui, selon la banque



Özlem TÜreci et Ugur Sahin, cofondateurs de BioNTech, à Mayence. À partir de leurs travaux sur l'ARN messenger, ils ont développé en un temps record un vaccin contre le Covid-19 avec l'américain Pfizer.

Berenberg, pourrait peser près de 90 milliards de dollars à la fin de la décennie. « Il n'y a pas de raison que l'Allemagne ne soit pas bien positionnée pour profiter de ces innovations qui changent la donne », assure Özlem TÜreci.

Le succès d'Ugur Sahin et Özlem TÜreci a rassuré l'industrie allemande sur sa capacité d'innovation, mais la saga BioNTech raconte une autre histoire: celle de la vista entrepreneuriale de deux Allemands « mit Migrationshintergrund », drôle d'expression qu'on peut traduire par « issu de l'immigration ». Ugur Sahin, fils d'un ouvrier turc employé dans les usines Ford de Cologne, est arrivé en Allemagne à l'âge de 4 ans. Il s'en est fallu de peu que le système scolaire, critiqué pour sa sélectivité trop précoce qui désavantage les enfants d'immigrés, ne l'orienté vers une filière professionnelle...

Dans l'Allemagne des années 2020, les startuppeurs ont de plus en plus souvent un « Migrationshintergrund ». Omio, la licorne spécialisée dans les voyages, a été fondée par un Indien. Gorillas, le champion des « dark stores », par un Turc. Selon une étude publiée cette année par la Fédération fédérale des start-up, l'Allemagne doit désormais plus de 20 % des créations

d'entreprises à des fondateurs d'origine étrangère. Ou comment la diversité contribue à la création de richesse.

L'INDUSTRIE HANDICAPÉE PAR LA SÉCHERESSE

La région est habituée à voir passer migrants et réfugiés. Après la Révolution française par exemple, quand de nombreux aristocrates ont choisi Coblenz comme point de chute pour tenter d'organiser une Restauration. Nous faisons halte ici pour évoquer l'état du fleuve à l'Institut fédéral d'hydrologie. La question des dernières années était de savoir comment adapter le trafic fluvial aux sécheresses qui réduisent la navigabilité. L'Institut réfléchit à cet enjeu important pour l'économie du pays, comme l'a démontré la canicule de 2018. Pendant des semaines, les eaux ont alors été si basses que de nombreux bateaux n'ont plus pu circuler, désorganisant les chaînes logistiques de nombreuses entreprises.

En réaction a été élaboré un plan en huit points. « En premier lieu, nous informons mieux les opérateurs, en élargissant nos prévisions jusqu'à six semaines », explique l'expert Enno Nilson. L'Institut travaille aussi sur des scénarios climatologiques à beaucoup plus long terme: « Lorsque les glaciers alpins auront disparu, »

Le dérèglement climatique à l'œuvre. À gauche : les rives du Rhin à Düsseldorf en août 2018, l'année la plus chaude recensée depuis 1881. À droite : inondations à Cologne en juillet dernier.



DES INONDATIONS EXCEPTIONNELLES

On garde entre autres en mémoire les images choquantes de l'immense cratère creusé par les eaux en furie dans le village d'Erfstadt. À la mi-juillet, il est tombé sur des localités de Rhénanie-Palatinat et de Rhénanie du Nord-Westphalie l'équivalent de deux mois de précipitations en moins de deux jours, sur des sols déjà humides. La dépression Bernd, coïncée entre deux systèmes de haute pression, avançait très lentement. Le bilan

humain s'élève à plus de 180 victimes rien qu'en Allemagne – la Belgique et les Pays-Bas ont été également touchés. Le désastre, le plus coûteux en vies

humaines depuis 1962, a provoqué un débat sur l'inaction de nombreuses autorités locales face aux alertes reçues des services de météorologie, qui avaient bien prévu cet

événement exceptionnel et identifié les vallées les plus touchées. Les assureurs estiment autour de 5 milliards d'euros le montant des dommages assurés.

nous ne pourrons plus compter sur leurs eaux de fonte en été. » Il conseille aussi les compagnies de transport sur l'adaptation de leurs navires, de manière à les rendre plus manœuvrables. Enfin, on agit aussi sur le lit du fleuve. Bien sûr, « rien de ce qui est entrepris ne doit avoir d'effet aggravant sur les crues ». Une phrase presque prémonitoire, prononcée quelques jours avant les pluies diluviennes qui s'abattront sur la région.

Dans les années Merkel, le réchauffement climatique a été très nettement ressenti en Allemagne. Les trois années les plus chaudes recensées depuis 1881 sont, dans l'ordre, 2018, 2020 et... 2019. Angela Merkel, qui fut ministre de l'Environnement d'Helmut Kohl, a tenté lors de son premier mandat de se poser en « *Klimakanzlerin* », en chancelière du climat. Le concept n'a pas vraiment pris, au vu des nombreux compromis auxquels elle s'est pliée, notamment en faveur de l'industrie automobile.

Un Allemand continue d'émettre en moyenne un peu moins de 10 tonnes de CO₂ par an, contre moins de 7 tonnes pour un Français.

DEUTSCHE WELLE, OUTIL DE SOFT POWER

C'est à Coblenz qu'on entre de plain-pied dans le Rheinland, la « vraie » Rhénanie où les autochtones se définissent à travers un catholicisme progressiste, un certain art de vivre, une francophilie indéniable et l'importance de la culture carnavalesque. En arrivant à Bonn, on comprend vite que l'ex-capitale fédérale a géré au mieux le départ du gouvernement et du Bundestag vers Berlin, en 1999. Il est vrai qu'une loi de 1994 avait prévu de nombreuses compensations. La ville accueille beaucoup d'agences fédérales, en plus d'une université réputée et des sièges de multinationales qui emploient des salariés du monde entier. L'ambiance cosmopolite est renforcée par la

présence d'un campus des Nations unies qui héberge une vingtaine d'agences. Juste à côté est installée depuis 2003 Deutsche Welle, le France Médias Monde allemand. DW, à 68 ans, conçoit des contenus en 32 langues au total – le groupe vient de lancer un programme en hongrois. Pas un hasard, alors que Viktor Orban multiplie les provocations à l'égard des valeurs de l'Union européenne. « *En Hongrie, où la liberté de la presse est sous pression, il y a un besoin légitime d'information sur l'Europe et l'Allemagne. Nous avons jugé que cela valait la peine d'investir dans cette langue* », indique Peter Limbourg, l'intendant du groupe public, doté en 2021 d'un budget de 391 millions d'euros.

DW est un puissant instrument du soft power de l'Allemagne, avec chaque mois plus de 1,3 milliard de consultations de ses contenus en ligne. De quoi asseoir l'image du pays qui, dans de nombreuses études internationales, ressort souvent comme le pays du monde le plus « aimé », ou « respecté ». « *Je ne pense pas que nous soyons les seuls à créditer pour cette bonne image, qui s'explique aussi par l'attitude générale du pays envers le reste du monde, son engagement dans l'aide au développement, le fait qu'il a un passé colonial somme toute modeste, et la qualité des produits Made in Germany.* » Il faut ajouter à cette liste la personnalité d'Angela Merkel. « *Mais je veux croire que* »



nous apportons aussi notre contribution, avec notre expérience et la confiance qu'on nous accorde », estime Peter Limbourg.

DW est loin d'être le seul média de la région. Cologne, toute proche, accueille ainsi les sièges de la radio publique Deutschlandfunk, de RTL Allemagne, de la chaîne de télévision Vox, et du groupe d'audiovisuel public WDR. Dans les rues du centre de Cologne, on ne peut pas ne pas remarquer le nombre de Porsche, Maserati, Ferrari... D'autant plus que le nombre de mendiants a aussi beaucoup augmenté ces dernières années. Le taux de pauvreté, fin 2020, était au plus haut depuis la Réunification, à 15,9 % de la population. La forte croissance des années Merkel a laissé des millions d'Allemands sur le bas-côté. Les réformes Schröder ont favorisé un secteur d'emplois tertiaires très mal rémunérés.

UN GOÛT POUR L'ALIMENTATION SAIN

Au moins les ménages à faibles revenus peuvent-ils encore se nourrir à bon compte.

Dans les REWE et les Edeka, les deux grandes chaînes coopératives qui se battent avec les fameux discounteurs Lidl et Aldi sur le marché de la grande distribution, la modestie des étiquettes surprend le visiteur français. Mais pour les plus aisés, les années Merkel ont marqué des changements dans les habitudes de consommation. « Traditionnellement, les Allemands ne dépensent pas autant pour leur alimentation que les Français, par exemple, et cherchaient des prix bas. Aujourd'hui, les choses changent. On voit bien que les jeunes générations veulent manger plus sain, font attention à la valeur nutritionnelle, à l'origine locale des produits. Ils sont aussi prêts à payer plus cher », note Peter Maly, responsable des 3700 magasins en Allemagne de REWE, dont le siège est installé à l'ouest du « quartier belge » de Cologne.

Le dirigeant souhaite voir le prochain gouvernement redéfinir le cadre de production : « Les consommateurs aujourd'hui veulent du local et se préoccupent plus des conditions



STUDIO CUI/NEUTRAL GREY/SAF IMAGES HANS BERNHARD HUBER/LAIF-REA



JULIETTE ROBERT/HAYTHAM-REA

d'élevage des animaux. Or, longtemps, les politiques ont envoyé les mauvais signaux en favorisant les exploitations de grande taille. Il faut créer de nouveaux standards sans distorsion de concurrence. C'est à l'UE de le faire », réclame le manager. Les prix ont commencé à sérieusement augmenter récemment. « Je pense qu'on va effectivement observer des tensions inflationnistes persistantes, et il est possible que les consommateurs aient du mal à l'accepter, surtout si vous prenez en compte l'envolée des loyers », remarque Peter Maly.

LA FLAMBÉE DES LOYERS, SUJET EXPLOSIF

La question du logement est particulièrement aiguë à Düsseldorf, capitale de la Rhénanie du Nord-Westphalie, le Land le plus peuplé d'Allemagne, conquis par Armin Laschet en 2017. La Koenigsallee est connue dans toute l'Allemagne pour son alignement de magasins de luxe – les prix du mètre carré y sont parmi les plus élevés du pays. Mais Düsseldorf est aussi la septième ville la plus chère du pays

Ci-dessus : la centrale nucléaire de Mühleim-Kärlich, fermée en 1988 pour risques de séisme (à gauche); les quais à Cologne (à droite), de la série « Le Rhin des cerises » du studio Cui Cui. En bas à gauche : stand

de produits bio à Munich. À droite : Salomé Zourabichvili, candidate à l'élection présidentielle en Géorgie, avant une interview pour Deutsche Welle en 2018.

pour se loger. Selon Hans-Jochem Witzke, président du Mieterverein Düsseldorf, une association d'aide aux locataires, « plusieurs facteurs contribuent à l'augmentation des loyers. Les personnes âgées vivent plus longtemps, elles restent pour des raisons sentimentales dans des logements parfois trop grands pour elles. La taille moyenne des foyers diminue. Les jeunes familles, qui jadis préféraient aller au vert, en

L'AFD A PROFITÉ DES PEURS SUSCITÉES PAR L'ACCUEIL DE PLUS DE 1 MILLION DE RÉFUGIÉS DE 2015 À 2017.

banlieue, restent désormais en centre-ville. »

Le phénomène touche toutes les grandes villes d'un pays où les propriétaires ne sont que 50 % de la population, le ratio le plus bas de l'Union européenne.

Depuis quelques années, le sujet s'est politisé. Le Land de Berlin a imposé en 2020 un gel des loyers, depuis invalidé par le tribunal constitutionnel. Mais le débat est loin d'être éteint – les Berlinoises se prononcent par référendum, ce 26 septembre, sur l'expropriation des grandes sociétés immobilières. Hans-Jochem Witzke juge que seul le Land de Hambourg a vraiment pris le taureau par les cornes avec une solide politique de construction de logements: « *Je ne serais pas étonné que ce thème devienne très inflammable.* »

LA RUHR À LA RECHERCHE DE L'ACIER VERT

Les trains qui s'élancent de Düsseldorf vers le nord traversent une des régions industrielles les plus denses d'Europe. Duisbourg, porte d'entrée vers la Ruhr, conserve une identité très marquée par l'activité minière. La crise de la sidérurgie et la perte de compétitivité de l'industrie charbonnière ont forcé les autorités à accompagner une reconversion parfois difficile. Mais la région est au cœur du processus de décarbonation de l'économie, assure avec passion Burkhard Landers, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Niederrhein: « *Nous devons complètement repenser l'industrie sidérurgique. Elle est aujourd'hui une partie du problème climatique, mais elle va apporter aussi une partie de la solution.* » L'industrie allemande fait partie des pionniers de l'acier « vert ». Burkhard Landers admet que la conversion ne sera pas aisée: « *On doit passer d'une technologie éprouvée, efficace et relativement bon marché à une technologie nouvelle nettement plus onéreuse, au moins à ses débuts.* » Et puis il y a les lenteurs administratives, se lamente Burkhard Landers, en remarquant que les voisins néerlandais se montrent souvent beaucoup plus agiles, notamment pour les infrastructures liées à Rotterdam.

Le port néerlandais est consubstantiel à l'économie de Duisbourg, premier port fluvial d'Europe. Base arrière de Rotterdam, Duisbourg recense dans un rayon de 500 km quelque... 200 millions de consommateurs. Cela n'a pas échappé aux Chinois, qui en ont fait un point nodal de leurs nouvelles routes de la soie. « *Avant la pandémie nous recevions environ 35 trains en provenance de Chine chaque semaine,*



Un réfugié syrien à l'arrivée en gare de Munich, en septembre 2015, à la suite de la décision de la chancelière d'ouvrir largement les frontières du pays.

c'est désormais une soixantaine », relate Burkhard Landers. Les convois ferroviaires parcourent quelque 11 000 km en douze à seize jours. Aujourd'hui, un consortium composé de Cosco, du néerlandais HTS et du suisse Hupac veut bâtir à Duisbourg un nouveau terminal pour faire grimper au-delà de 100 le nombre de trains hebdomadaires.

Évidemment, l'image de la Chine s'est considérablement détériorée ces dernières années. Le grand accord Union européenne-Chine sur les investissements arraché à ses partenaires par la présidence allemande de l'Union, en décembre, ne sera vraisemblablement jamais ratifié, compte tenu de ses manques et du traitement des minorités par Pékin. « *De notre point de vue, c'est dommage, confie Burkhard Landers, cet accord nous aurait apporté de meilleures perspectives. Mais le statu quo nous convient aussi.* » La stratégie chinoise dans la région est toutefois à la merci de possibles revirements géopolitiques. « *Le commerce avec Pékin est pour l'instant existentiel pour l'économie allemande, mais si la rivalité entre les États-Unis et la Chine continue*

de s'accroître, les entreprises ne seront un jour peut-être plus en mesure d'exporter en même temps vers ces deux zones », pronostique Sebastian Matthes, du *Handelsblatt*.

L'OMBRE DE L'EXTRÊME DROITE

Il y avait pour nous une autre raison de nous arrêter à Duisbourg. En mars, Tareq Alaows, réfugié syrien qui comptait se présenter aux législatives de cette année dans la circonscription d'Oberhausen, sous l'étiquette écologiste, a retiré sa candidature. Arrivé en Allemagne en 2015, le trentenaire a reculé devant les menaces reçues. Où il faut parler de l'AfD, ce parti créé en 2012 sur une ligne anti-euro, depuis mué en parti d'extrême droite « traditionnelle ». L'accueil de plus d'un million de réfugiés, entre 2015 et 2017, lui a permis de nourrir sa rhétorique xénophobe et d'obtenir aux dernières législatives 94 sièges sur 709.

La décision d'Angela Merkel, à la fin de l'été 2015, d'ouvrir les frontières de l'Allemagne, restera comme l'un des moments les plus marquants de ses seize années au pouvoir. Ce geste humanitaire, qu'elle a présenté comme une obligation morale, a provoqué de très sérieux remous en Allemagne (la chancelière a vraiment failli perdre son fauteuil) et en Europe. Beaucoup de réfugiés se sont pourtant vite intégrés: leur taux d'emploi est passé de 10,6 % en avril 2016 à 29 % en mai 2020, selon l'Institut IW. La pandémie a stoppé net cette progression, puisque la plupart d'entre eux travaillaient dans le commerce ou l'hôtellerie-restauration. Les économistes partent du principe qu'ils profiteront à plein de la reprise. Beaucoup sont venus en bénévoles secourir et épauler les victimes des inondations de juillet en Rhénanie.

Il semble donc qu'au final Angela Merkel ait eu raison, en 2015, avec son « *Wir schaffen das* »: les Allemands ont su relever le nouveau défi de l'intégration des réfugiés. Le pays est un des premiers d'Europe à avoir retrouvé son niveau d'activité d'avant la pandémie. Quant à savoir s'il saura répondre aux autres questions du moment, on s'en remet à l'ancien chancelier Helmut Schmidt, que nous avons interviewé en 2009 pour les 20 ans de la chute du Mur de Berlin. Interrogé sur le déclin de son pays, l'octogénaire avait alors répondu que les Allemands – comme les Français – avaient toujours su tirer leur épingle du jeu depuis 800 ans. Il ne voyait pas de raisons qu'il n'en soit pas encore ainsi pendant très longtemps. ●

Plus d'infos sur lesechos.fr/weekend